



# QUE CHOISIR

N°551 • OCTOBRE 2016

WWW.QUECHOISIR.ORG

EXPERT • INDÉPENDANT • SANS PUBLICITÉ

## BANQUE POPULAIRE CAISSE D'ÉPARGNE

Les dessous d'un  
scandale financier

P. 50



# Trop de pesticides dans les fruits

P. 44

## TESTS LABO

### CRÈMES HYDRATANTES

P. 30



### FOURS MICRO-ONDES COMBINÉS

p. 28



### SÈCHE- LINGE

p. 42



### MACHINES À COUDRE

p. 32



### AMPOULES LED

p. 35



LES BIO SONT-ILS  
ÉPARGNÉS?



## TEST LABO

- Pommes
- Poires
- Raisins
- Fraises

TEST LAVAGE ET ÉPLUCHAGE  
*Les pesticides sont-ils éliminés?*

## ÉLECTROMÉNAGER CONNECTÉ

P. 56  
*La foire aux gadgets*

## AUTO-ÉCOLES

Droit dans  
le mur

P. 22

TARIFS, TAUX DE RÉUSSITE...  
1 374 établissements visités



DOM avion 5,80€ - TOM: 660 XPF

L 12260 - 551 - F: 4,60 € - RD





## ALERTER

▶ Nocifs pour la santé et l'environnement, les pesticides sont utilisés en quantités démesurées et de nombreux résidus sont retrouvés dans les aliments. Il est temps de repenser tout le système.



## PESTICIDES

# Stop à la fuite en

### TEST LABO

Nous avons analysé des grappes de raisin, des pommes, des poires et des fraises (en tout, 150 échantillons) pour savoir si ces fruits contenaient des résidus de pesticides.

pp. 46-47

FABIENNE MALEYSSON

**U**n échec cuisant. Lancé par le gouvernement en 2008, dans la foulée du Grenelle de l'environnement, le plan Eco-phyto a totalement raté son objectif. Il faut dire que le programme était ambitieux : il s'agissait de réduire de moitié en dix ans, soit avant 2018, l'usage de produits phytosanitaires (les pesticides). Dans un premier bilan publié fin 2014, le gouvernement constatait que loin de diminuer, le recours à ces produits avait augmenté de 5% par an en moyenne de 2009 à 2013. Entre 2012 et 2014, on passait à 9% par an. Pas découragé, le ministère de l'Agriculture lançait, en 2015, la version 2 du plan avec le même objectif de réduction de moitié en dix ans.

### 92% des cours d'eau contaminés

Car les conséquences délétères de l'abus de pesticides ne peuvent plus être ignorées. Notre environnement en fait les frais : 92% des cours d'eau

français sont contaminés par des résidus de produits phytosanitaires, dix différents au moins dans plus de la moitié des cas. La faune en souffre et ce n'est qu'au prix de traitements coûteux que l'eau est rendue potable avant son arrivée au robinet des consommateurs. Même si les données de synthèse manquent concernant l'air et les sols, les études se succèdent pour montrer qu'ils ne sont, comme on peut logiquement s'y attendre, pas à l'abri de la pollution. Sans compter les effets plus directs sur les populations. La plus concernée : celle des agriculteurs, qui manipulent et respirent des pesticides à longueur d'année. Outre les intoxications aiguës, ils sont plus fréquemment atteints de diverses pathologies, notamment des maladies neurodégénératives et certains cancers. Plusieurs, comme la maladie de Parkinson ou le lymphome non hodgkinien, ont été officiellement reconnues maladies professionnelles. Quant aux femmes enceintes exposées, les études sur le sujet suggèrent une augmentation significative des



FOTOKOSTIC/SHUTTERSTOCK

# avant

fausses couches mais également des malformations congénitales, des leucémies et des tumeurs cérébrales chez leurs enfants.

## La toxicité pour l'homme reste encore mal cernée

Ces résultats n'ont rien d'étonnant : n'oublions pas que, contrairement à d'autres composés nocifs – au hasard, l'amiante ou le tabac – les pesticides sont conçus pour tuer ou *a minima* perturber le métabolisme d'un organisme vivant (insecte, champignon, etc.). Leur potentialité toxique pour l'homme est donc particulièrement importante, comme le souligne l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) dans un rapport publié en 2013 : « Les organismes vivants partagent des processus et mécanismes physiologiques partiellement communs [...] les pesticides constituent un risque pour les organismes non cibles, l'homme est évidemment concerné. » Et ce qu'il soit paysan, riverain ou simple consommateur. Pour le professeur Robert

## SANTÉ Objectif : zéro résidu

À chaque publication de données sur les résidus de pesticides dans les aliments, on assiste au même échange : les « anti » s'indignent de leur omniprésence tandis qu'industriels du secteur, syndicats agricoles et pouvoirs publics rassurent en soulignant que les quantités retrouvées sont inférieures aux limites maximales de résidus (LMR) réglementaires. C'est d'ailleurs le cas de notre test (pp.46-47) : il ne montre aucun dépassement de ces fameuses LMR à une exception près. Doit-on s'en satisfaire ? Ce serait faire peu de cas des incertitudes de la science. Certes, les limites maximales de résidus sont fixées, pour chaque couple pesticide/végétal, en mesurant la dose sans

effets toxiques sur les animaux de laboratoire et en appliquant des facteurs de sécurité importants (souvent de l'ordre de 100). Pour autant, de nombreuses inconnues subsistent. « La question de l'exposition à des petites doses à long terme est extrêmement complexe, souligne le professeur Robert Barouki, chercheur en toxicologie et pharmacologie à l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale). L'effet cocktail est également un problème considérable. » Il pourrait être comparé à celui de deux médicaments incompatibles qui, pris en même temps, vous rendent malade. Plusieurs résidus de pesticides « consommés » de concert pourraient avoir un effet toxique supérieur à l'addition de leurs effets respectifs, voire différent.

Le phénomène a été observé par une équipe de l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) sur un mélange de 5 pesticides fréquemment retrouvés sur les fruits. Il n'est nullement pris en compte dans les tests avant la mise sur le marché des phytosanitaires, qui se font sur un produit pris isolément. Enfin, de nombreux pesticides sont considérés comme des perturbateurs endocriniens : leur toxicité n'est pas *a priori* proportionnelle à la dose. Pour la cerner, il faudra remettre en question des méthodes d'évaluation ancrées depuis des lustres. Conclusion, plutôt que de se contenter d'un respect des LMR, l'absence totale de résidus de pesticides, toute utopique qu'elle soit, est l'objectif vers lequel il faudrait tendre.

Barouki, chercheur en toxicologie et pharmacologie à l'Inserm, « extrapoler les résultats qu'on a sur les agriculteurs et en tirer des conclusions pour les consommateurs serait hasardeux, mais il s'agit d'alertes qui doivent nous préoccuper ». L'argument selon lequel on utilise des pesticides depuis des décennies pour traiter les végétaux que nous mangeons sans avoir constaté de lien avec une quelconque maladie ne tient pas. « Si on n'a jusqu'ici pas montré d'effet sur les consommateurs, ce n'est pas parce qu'il n'y en a pas, c'est parce que c'est extrêmement difficile à prouver, poursuit Robert Barouki. On sait peu ou prou à quoi chaque agriculteur a été exposé, ce n'est pas le cas pour les consommateurs, et les éventuelles pathologies peuvent mettre très longtemps à se déclarer. » Comment savoir à quoi attribuer un cancer ou un Parkinson apparu chez un sexagénaire ? « Le seul moyen d'établir des liens, c'est de mettre sur pied des cohortes : on suit les mêmes

**Un pesticide est conçu pour tuer un organisme vivant**



*personnes pendant des décennies pour connaître les toxiques auxquels elles sont exposées. Plusieurs ont été mises en place en France ou ailleurs, mais on aura les réponses dans cinquante ans!»*

### **Prise de conscience progressive**

Paul François, lui, n'a pas eu à attendre cinquante ans pour connaître les raisons de l'intoxication aiguë qui, en 2004, suite à une manipulation inappropriée du Lasso, un herbicide désormais interdit, l'a conduit à l'hôpital. Victime de séquelles neurologiques, ce cultivateur a fédéré les agriculteurs concernés dans l'association Phytovictimes et a entamé une conversion progressive de son exploitation vers l'agriculture biologique. Comme Pascal Clavier (voir reportage, p. 48), il admet avoir travaillé sans état d'âme avec les produits chimiques: «*Toute mon exploitation était basée là-dessus. Comme la majorité des agriculteurs, je n'y voyais que du bénéfice, c'est tellement plus simple! Mais c'était un piège et il s'est refermé sur nous.*» La plupart des acteurs en sont conscients: la fuite en avant vers un recours toujours accru à ces remèdes parfois pires que le mal ne peut plus durer. «*Aujourd'hui, nombreux sont les cultivateurs qui réfléchissent davantage à leurs pratiques et elles sont mieux encadrées, reconnaît le*

**Les pratiques des agriculteurs sont mieux encadrées**

*céréaliier. Par exemple, on a longtemps pu mélanger des pesticides entre eux sans limites, désormais c'est fini. Terminé également, les commerciaux envoyés dans les exploitations par les firmes de "phytos" et les pourcentages qu'ils empochaient sur les ventes. L'évaluation de la toxicité est, elle aussi, menée plus sérieusement.»* À l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses), on souligne que, de un millier de substances actives autorisées dans les années 90, on est passé à moins de 400.

### **Des sols riches anéantis par la chimie**

Sur le terrain, les initiatives se multiplient: sans aller jusqu'à passer à l'agriculture biologique, toujours très minoritaire mais en augmentation constante avec une surface cultivée doublée depuis 2007, des agriculteurs tentent d'amender leurs pratiques. Le réseau des fermes Dephy, dont le but est d'expérimenter des systèmes économes en produits phytosanitaires, réunit dorénavant plus de 2 600 exploitations de toute nature. Mais si les premiers résultats sont encourageants, avec des baisses de 10 à 12% des fréquences de traitement, on est loin de l'objectif de 50% fixé par le gouvernement. Car changer les habitudes ne se fait pas sans de multiples contraintes, tâtonnements et déconvenues (voir reportage, p. 48) difficiles à affronter pour des agriculteurs dont les



conditions de travail et de vie ne sont déjà pas des plus enviables. En outre, ces pionniers se sentent parfois bien seuls face à un environnement qui encourage le *statu quo*. « Il faut remettre à plat tout notre système et mettre en place une agriculture durable, avant même de penser au bio, plaide Paul François. C'est une question de santé et de protection de l'environnement, mais aussi de viabilité de notre agriculture: la chimie est arrivée sur des sols riches qu'elle a complètement anéantis. Ils sont sous perfusion, ça ne durera plus longtemps. Mais certains s'arc-boutent. Par exemple, la FNSEA est très embarrassée, car dès qu'on met en cause publiquement des molécules, il y a le risque qu'elles soient retirées et que les agriculteurs aient moins de solutions pour traiter les ravageurs. Le problème, c'est que nos chambres d'agriculture n'ont pas les moyens de défendre un autre système. Quant à la formation agricole, même si elle évolue un peu, globalement elle enseigne toujours le même modèle. »

### Tout un système à réformer

Directeur de recherche à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), Jean-Marc Meynard en est lui aussi persuadé: c'est tout un système qui doit se réformer. Car les pesticides ont complètement façonné les filières, de la fourche à la fourchette. « Un exemple: on a des variétés de pommes de terre résistantes au mildiou, fléau qui peut nécessiter dix à quinze traitements. Mais ce ne sont pas les tubercules longs et réguliers qu'exigent les industriels de la frite. Résultat, elles ne sont pas cultivées. Autre exemple, il faudrait diversifier les assolements, car plus les cultures reviennent vite, plus il est difficile de contrôler leurs ravageurs, ce qui nécessite toujours davantage de pesticides. Au lieu de toujours faire du blé, du maïs et du colza, il faudrait introduire du soja, des céréales et des légumineuses diverses. Mais le soja destiné à l'alimentation animale, on préfère l'acheter en tourteaux aux Américains. Quant aux autres cultures de diversification, faute de quantités suffisantes, elles ne remplissent pas les grands silos dans lesquels les coopératives ont investi. Résultat, on importe en quantité du sarrasin, le fameux blé noir breton, des lentilles ou de la moutarde censées faire partie de notre patrimoine culinaire. Tous les acteurs se sont organisés autour de la solution « simplification + pesticides » et aucun n'a intérêt à changer tant que les autres ne le font pas. La normalisation, qui encadre la commercialisation et s'est imposée dans les années 60 et 70 au moment de l'essor des pesticides, entre également en jeu. Elle existe depuis suffisamment longtemps pour avoir configuré le comportement du consommateur, qui exige désormais des fruits et légumes d'apparence parfaite, ce qui ne peut être obtenu sans pesticides. Tant que tout le monde ne décide pas de modifier ses pratiques, rien ne peut changer. »

Face à ce verrouillage du système, le plan Eco-cyto semble trop ambitieux dans les objectifs qu'il se fixe, et pas assez dans les moyens qu'il se

### DONNÉES CHIFFRÉES

#### INUTILE D'EN RAJOUTER !

Cinquante-neuf mille tonnes de pesticides ont été répandues sur les champs français en 2014. C'est énorme, c'est beaucoup trop, tout le monde est d'accord. Alors pourquoi certains ont-ils besoin de tordre les chiffres dans tous les sens pour leur faire dire n'importe quoi? Passons sur Cash Investigation qui, en février, s'est gravement emmêlé les pinceaux en faisant un contresens total sur les données issues d'un rapport européen. Manifestement, la polémique au sujet de cette émission sur France 2 n'a encouragé personne à davantage de précautions dans le maniement des chiffres. À l'ouverture de l'Euro début juin, le groupe de magasins biologiques Biocoop envoyait un

communiqué de presse illustré d'une équipe des Bleus dotée de masques de protection. « Les Français sont déjà champions d'Europe de l'utilisation de pesticides », clamait la légende. Sauf qu'il fallait lire la minuscule mention en bas du visuel pour constater que n'étaient pris en compte que les herbicides, molluscicides et régulateurs de croissance. Soit trois familles, dont deux assez peu utilisées. Les fongicides, famille de loin la plus prise en Europe, mais aussi les insecticides, acaricides et « autres produits de protection des plantes », selon la nomenclature statistique, étaient ignorés par Biocoop. Car, pour ces produits-là, la France se place seulement entre la 3<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> place, parfois

distancée de très loin. À quelles acrobaties ne se livrerait-on pas pour le plaisir d'un jeu de mots qui tombe à pic pour faire sa promo! Autre omission gênante constatée à chaque fois que sont cités des chiffres sur l'usage de pesticides: la surface cultivée n'est pas prise en compte. Or la France possède la plus vaste de tous les États européens. Si l'on ramène la quantité de produits phytosanitaires à l'hectare cultivé, elle se classe au 9<sup>e</sup> rang derrière Malte, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Allemagne. Autant dire que, si l'on veut éviter les résidus de pesticides, on n'a pas, *a priori*, de raisons de se méfier plus particulièrement des produits « origine France » que de ceux de nos voisins.

donne. « Ce plan fait changer petit à petit l'état d'esprit des acteurs, c'est un préalable indispensable, constate Jean-Marc Meynard. Il contribue aussi à mettre en lumière des méthodes alternatives et permet l'essor de la recherche à leur sujet. Mais il ne s'adresse qu'aux agriculteurs et aux vendeurs de produits phytosanitaires. Alors qu'il faudrait impliquer tout le monde, des semenciers aux industriels de l'agroalimentaire en passant par les agriculteurs, les coopératives et les consommateurs. » De fait, quand nous rechignons à acheter telle variété ancienne résistante aux maladies, quand nous replaçons sur l'étal un concombre tordu ou une pomme un peu tachée, nous contribuons nous aussi à l'abus de pesticides. Et si nous amorçons le changement en abandonnant ces réflexes malheureux? ♦

**Les consommateurs doivent eux aussi changer leurs habitudes**